



Tous les jours,
par tout un chacun
et partout



Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Pour le trimestre et les neuf mois terminés le 30 septembre 2009
Tous les montants sont en dollars US

L'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (l'« analyse ») devrait être lue conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009, ainsi qu'avec les états financiers consolidés vérifiés et l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation de l'exercice terminé le 30 décembre 2008. La présente analyse est fondée sur les résultats publiés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR) et utilise le dollar américain comme monnaie de présentation.

Les états financiers consolidés intermédiaires de la Société ont été préparés en utilisant les mêmes conventions comptables que celles décrites à la note 2 des états financiers consolidés vérifiés de la Société pour l'exercice terminé le 30 décembre 2008, à l'exception des nouvelles normes comptables décrites ci-dessous. La Société surveille régulièrement l'évolution des nouvelles normes comptables et rend compte des conventions nouvellement en application depuis la fin du dernier exercice financier complété. Veuillez vous reporter à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009 afin d'obtenir des renseignements supplémentaires.

Les rapports trimestriels, le rapport annuel et les renseignements supplémentaires déposés auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières canadiennes sont accessibles en ligne à l'adresse www.sedar.com ainsi que sur le site Web de la Société à l'adresse www.dorel.com.

Il est à noter qu'aucun changement important n'est survenu en ce qui a trait à la « Vue d'ensemble de la Société », ainsi qu'aux « Secteurs d'exploitation », « Obligations contractuelles », « Arrangements hors bilan », « Instruments financiers dérivés », « Estimations comptables critiques » ou « Risques et incertitudes du marché » par rapport à ce qui est mentionné dans l'analyse présentée dans le rapport annuel 2008 de la Société. Par conséquent, ces aspects ne sont pas abordés dans la présente analyse. L'information contenue dans cette analyse est à jour au 5 novembre 2009.

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS EN 2009

Le 6 janvier 2009, la Société a annoncé la mise sur pied de *Companhia Dorel Brasil Produtos Infantis* (Dorel Brésil), une nouvelle unité d'exploitation de la division Produits de puériculture de la Société. Un partenaire local qui entretient des relations de longue date dans les réseaux brésiliens de la vente au détail et qui possède une solide expérience dans le secteur des produits de puériculture, agit à titre de président de la nouvelle entreprise. Le Brésil se classe au septième rang mondial pour sa population, soit plus de 196 millions d'habitants. Il compte une population jeune dont le taux élevé de natalité atteint 18,7 par 1000 habitants, comparativement à 14,2 pour les États-Unis. De plus, comme l'utilisation des sièges de sécurité pour bébé est obligatoire au Brésil depuis juin 2008, la demande a grimpé. La Société assure la production locale de ces sièges et importe les produits de sa gamme qui respectent les normes locales de sécurité. L'investissement total devrait se chiffrer à moins de 4 M\$, lesquels consisteront principalement en moules et en immobilisations. Dorel Brésil n'a eu aucune incidence importante sur les résultats d'exploitation de la Société au cours des neuf premiers mois de 2009.

Le 27 janvier 2009, Dorel a annoncé qu'elle renforçait une fois de plus ses populaires gammes européennes de produits de puériculture en procédant à l'acquisition de toutes les actions en circulation de la société *BABY ART bvba*, établie en Belgique. Créée en 2006, *BABY ART bvba* commercialise ses produits sous les marques *BABY ART* et *HOPPOP*. Ses produits et accessoires novateurs pour bébé, de conception moderne exceptionnelle, remportent un vif succès auprès des consommateurs et ont reçu des critiques élogieuses lors de la prestigieuse foire commerciale

européenne de produits pour enfants, qui s'est tenue en 2008 à Cologne, en Allemagne. Dorel Europe intègre progressivement les gammes de produits BABY ART et HOPPOP dans ses plans de marketing, et les solides relations que la Société entretient avec ses clients devraient générer des synergies considérables dans l'ensemble de ses réseaux de distribution. Le coût de cette acquisition s'est élevé à 4,1 M€, ou 5,4 M\$, et a fait l'objet d'un financement par emprunt.

Le 17 mars 2009, la Société a présenté une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités (l'« offre de rachat »). Dans ce cadre, elle a le droit de racheter aux fins d'annulation jusqu'à 1 458 624 actions à droit de vote subalterne de catégorie B sur une période de douze mois commençant le 20 mars 2009 et se terminant le 19 mars 2010, soit 5 % de ses actions à droit de vote subalterne de catégorie B émises et en circulation. Les rachats effectués par Dorel ont lieu par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et sont conclus au cours boursier des actions à droit de vote subalterne de catégorie B au moment du rachat.

Le conseil d'administration de Dorel estime que le cours boursier des actions à droit de vote subalterne de catégorie B de Dorel pourrait ne pas correspondre à la valeur sous-jacente de la Société à certains moments pendant l'offre de rachat. Le conseil d'administration a par conséquent conclu que le rachat d'actions à certains cours boursiers pourrait constituer une utilisation appropriée des ressources financières de la Société et être à l'avantage de Dorel et de ses actionnaires.

Le 2 avril 2009, la Société a annoncé qu'elle créait cinq centres d'excellence dans le monde pour sa division Produits récréatifs. Chacun de ces centres s'attachera à développer une position de chef de file dans un créneau de marché particulier ou dans un champ d'expertise spécifique. Ces centres seront situés à Bethel (Connecticut), à Basel (Suisse), à Madison (Wisconsin), à Vancouver (Colombie-Britannique) et à Taichung (Taïwan). L'un des éléments clés de la stratégie des centres d'excellence en Amérique du Nord consiste à consolider l'ensemble des activités nord-américaines de développement de produits, de marketing et de gestion des affaires pour les quatre marques de bicyclettes (Cannondale, Schwinn, GT et Mongoose) à Bethel, au sein de l'unité d'exploitation qui porte désormais le nom de Groupe des Sports Cyclistes (GSC), anciennement l'unité Cannondale Sports Group. Par ailleurs, la Société réduit de cinq à deux le nombre d'installations pour les activités nord-américaines du GSC.

En outre, le GSC créera un laboratoire d'essais de bicyclettes dans ses installations de Bedford, en Pennsylvanie, où les activités seront axées sur l'assemblage des bicyclettes, l'usinage, les essais et le contrôle de la qualité, la réparation des bicyclettes sous garantie, les ventes internes et le service, la distribution et le soutien à la clientèle (y compris la création d'un nouveau centre d'appel sur place). Le transfert d'ici 2010 des activités de fabrication de cadres de bicyclettes de Bedford permettra au GSC de tirer pleinement parti des forces et capacités du nouveau centre d'excellence de Taichung (Taïwan), lequel assurera la supervision de la fabrication, l'approvisionnement, les essais et le contrôle de la qualité. En conséquence, l'effectif de Bedford sera réduit pour atteindre environ 100 employés d'ici la fin de 2010. Le coût total de l'ensemble du plan de réorganisation ne devrait pas excéder 4,5 M\$, dont la majeure partie se rapportera aux indemnités de déménagement et de départ des employés. Ces coûts seront engagés au cours des exercices 2009 et 2010. Une fois la réorganisation terminée, la Société prévoit réaliser des économies qui pourraient atteindre 4 M\$ par an.

Depuis la fin du deuxième trimestre, la Société a annoncé trois nouvelles acquisitions au sein de sa division Produits récréatifs. Le 15 juillet 2009, la Société a acquis certains éléments d'actif de Iron Horse Bicycles, y compris des stocks, ainsi que de diverses marques de commerce et appellations commerciales, notamment la marque « Iron Horse », dans le cadre d'une opération d'une valeur de 5,6 M\$. Iron Horse, une société fondée en 1987 à New York dont les produits sont commercialisés partout en Amérique du Nord et à l'échelle internationale, est mieux connue pour ses vélos de descente et de sentiers extrêmes. Les ventes mondiales se sont chiffrées à 25 M\$ en 2008. Le 4 août 2009, la Société a acquis certains actifs de Gemini Bicycles, établie à Sydney, en Australie, pour 2,0 M\$ et la création d'une nouvelle filiale nommée Groupe des Sports Cyclistes (GSC), Australie. La nouvelle division réunira les principales marques de Produits récréatifs de Dorel : Schwinn, Mongoose, Cannondale, GT et SUGOI, et se concentrera sur le réseau des concessionnaires indépendants de bicyclettes.

Après la clôture du trimestre, le 1^{er} octobre 2009, Dorel a acquis les éléments d'actif de Hot Wheels et de Circle Bikes, sociétés du Royaume-Uni qui sont les principaux distributeurs des marques Mongoose et GT. Hot Wheels possède un portefeuille de produits et de composantes pour les vélos novateurs et très demandés qui sont mis en marché dans les magasins de détail et de produits récréatifs partout au Royaume-Uni. Circle Bikes possède également la populaire marque Charge. Les ventes au cours du plus récent exercice ont été d'environ 14 M£ (22 M\$), la majorité du chiffre d'affaires provenant de Hot Wheels. Le coût d'acquisition a été de 4,9 M£, soit 7,8 M\$. Parallèlement, une nouvelle filiale connue sous le nom de Cycling Sports Group UK (CSG UK) a été créée pour soutenir la croissance future des marques Mongoose, GT et Cannondale, et sera établie à Poole, dans le Dorset. CSG UK se concentrera sur le réseau des concessionnaires indépendants de bicyclettes et coordonnera toutes les activités de vente, de mise en marché, de

distribution et de service à la clientèle afin de mieux soutenir le réseau de détaillants en pleine croissance au Royaume-Uni.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

(Tous les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf les montants par action)

Reclassements

Au premier trimestre de 2009, la Société a adopté le chapitre 3031, « Stocks », du *Manuel* de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA). Par suite des changements apportés aux exigences de présentation, l'amortissement lié aux activités de fabrication fait désormais partie du coût des produits vendus. Ainsi, 5,2 M\$ et 15,6 M\$ en amortissements ont fait l'objet d'un reclassement pour le trimestre et depuis le début de l'exercice, respectivement. Depuis janvier 2009, la Société reclasse également certains montants de ses différentes divisions afin de reproduire fidèlement la façon dont les résultats sectoriels sont constatés à l'interne.

Afin de faciliter la comparaison d'un exercice à l'autre, les montants sectoriels comparatifs de l'exercice précédent ont fait l'objet du reclassement suivant :

Troisième trimestre terminé le 30 septembre 2008					
	Total	Produits de puériculture	Produits récréatifs	Mobilier de maison	Éliminations
Ventes à des clients	\$ -	\$ (8 260)	\$ 895	\$ 7 365	\$ -
Ventes intersectorielles	-	-	(215)	(3 263)	3 478
Total des produits	-	(8 260)	680	4 102	3 478
Coût des produits vendus	5 152	(4 649)	1 511	4 812	3 478
Frais de vente, généraux et administratifs	1 111	(19)	543	587	-
Amortissements	(5 152)	(3 422)	(621)	(1 109)	-
Bénéfices d'exploitation	(1 111)	\$ (170)	\$ (753)	\$ (188)	\$ -
Charges du siège social	(1 111)				
Bénéfice net	\$ -				

Neuf mois terminés le 30 septembre 2008					
	Total	Produits de puériculture	Produits récréatifs	Mobilier de maison	Éliminations
Ventes à des clients	\$ -	\$ (26 438)	\$ 8 568	\$ 17 870	\$ -
Ventes intersectorielles	-	-	(4 660)	(7 658)	12 318
Total des produits	-	(26 438)	3 908	10 212	12 318
Coût des produits vendus	15 649	(14 861)	5 413	12 779	12 318
Frais de vente, généraux et administratifs	3 469	68	1 495	1 906	-
Amortissements	(15 649)	(10 704)	(1 714)	(3 231)	-
Bénéfices d'exploitation	(3 469)	\$ (941)	\$ (1 286)	\$ (1 242)	\$ -
Charges du siège social	(3 469)				
Bénéfice net	\$ -				

Vue d'ensemble

L'analyse par la direction publiée à la fin de l'exercice 2008 expliquait comment la situation économique actuelle devait se répercuter sur les résultats de 2009. Nous y précisons que la hausse du chômage et la détérioration de la confiance des consommateurs risqueraient de diminuer le revenu discrétionnaire disponible et de réduire les dépenses des ménages dans les magasins. Cela dit, nous y indiquions également que même si Dorel n'est pas à l'abri d'une telle conjoncture, le profil de la clientèle et la nature même de la grande majorité des produits de la Société la protégeraient, dans une certaine mesure, contre une forte baisse des ventes par rapport à 2008. Les résultats des neuf premiers mois ont confirmé ces prévisions puisque le chiffre d'affaires a diminué de 107 M\$, soit 6,3 %, pour s'établir à 1 595 G\$. Ce résultat se compare à un chiffre d'affaires de 1 702 G\$ à l'exercice précédent. Sur une base comparable, le fléchissement des ventes, compte non tenu des acquisitions et des fluctuations des taux de change, a été d'à peine plus de 5 %.

L'une des forces de Dorel repose sur ses activités multinationales, ses unités d'exploitation diversifiées et sa vaste gamme de produits. Ainsi, les variations des résultats au sein des divisions de Dorel finissent par se neutraliser. C'est bien le cas en 2009 puisque les rendements vigoureux en Amérique du Nord et au sein des divisions Produits de puériculture et Mobilier de maison viennent compenser les moins bons résultats ailleurs. Étant donné le contexte économique, les ventes des produits haut de gamme dans les divisions Produits de puériculture et Produits récréatifs diminuent. Heureusement, la gamme de produits Dorel est suffisamment diversifiée pour récupérer certaines de ces pertes, mais sur des produits à bas prix. Ceci est particulièrement vrai pour les vélos haut de gamme de la Société qui sont vendus au réseau des concessionnaires indépendants de bicyclettes, dont les ventes de modèles à prix inférieurs ont augmenté. L'incidence des gains et pertes de change sur les instruments de couverture constitue un autre élément défavorable pour les résultats de 2009 par rapport à ceux de 2008. Comme nous l'expliquons plus en détail ci-après, ce facteur a considérablement freiné les résultats de la division Produits de puériculture en Europe.

Le chiffre d'affaires pour le troisième trimestre terminé le 30 septembre 2009 a diminué de 33,7 M\$, soit 6,1 %, pour s'établir à 518,5 M\$, comparativement à 552,2 M\$ il y a un an. Malgré la diminution du chiffre d'affaires, le bénéfice après impôts a fait un bond de 3,0 M\$, soit de 11,1 %, passant de 27,2 M\$ en 2008 à 30,2 M\$ en 2009. Le bénéfice dilué par action (BPA) s'est chiffré à 0,91 \$ en 2009, comparativement à 0,82 \$ en 2008. Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009, le chiffre d'affaires a diminué de 107 M\$, soit de 6,3 %, passant de 1 702 G\$ il y a un an à 1 595 G\$. Depuis le début de l'exercice, le bénéfice après impôts a été de 83,0 M\$ par rapport à 93,7 M\$ en 2008, une baisse de 11,4 %. Le BPA a été de 2,49 \$ en 2009, contre 2,81 \$ en 2008.

Afin de se prémunir contre le risque de change et l'incidence de ce dernier sur ses flux de trésorerie, la Société a recours à des contrats de change à terme et d'autres types d'instruments financiers dérivés, dont la majorité se rattache à la division Produits de puériculture de Dorel Europe. Comme la Société n'utilise pas la méthode de la « comptabilité de couverture » sur ces instruments, les gains et les pertes hors caisse découlant de l'évaluation à la

valeur de marché des contrats de change sont comptabilisés; ils correspondent à la différence entre le taux de change établi par contrat et le cours du marché pour ces instruments à la fin d'une période donnée. Par conséquent, les gains et les pertes sur ces instruments sont comptabilisés par rapport aux fluctuations des taux de change actuels plutôt que par rapport aux taux de change à l'échéance des contrats lorsque l'incidence sur les flux de trésorerie est enregistrée.

Comme il a été indiqué précédemment, les bénéfices de 2009 sont freinés par le renversement d'un gain de 10,5 M\$ comptabilisé en 2008 découlant de l'évaluation à la valeur de marché des contrats de change. Les résultats du troisième trimestre de 2009 comprennent une perte sur cette conversion de 1,8 M\$, de même qu'une perte de 1,2 M\$ découlant de l'évaluation à la valeur de marché des contrats de change conclus au cours de l'exercice en vue de couvrir une partie des achats de 2010. Des gains de 10,5 M\$ enregistrés en 2008, 3,5 M\$ l'ont été au troisième trimestre, et la grande majorité du solde au quatrième. Après impôt, une perte de 2,2 M\$ a été enregistrée au troisième trimestre de 2009, comparativement à un gain de 2,5 M\$ pour le même trimestre en 2008. Depuis le début de l'exercice 2009, les résultats comprennent une perte de 10,4 M\$ relativement au renversement de 2008 ainsi qu'une perte de 4,7 M\$ découlant de l'évaluation à la valeur de marché des contrats de change établis au cours de l'exercice afin de couvrir une partie des achats de 2010. Les montants comptabilisés après impôts depuis le début de l'exercice correspondent à une perte de 10,6 M\$ en 2009, contre un gain de 2,5 M\$ en 2008.

Les fluctuations des devises par rapport au dollar américain ont également joué un rôle important au cours du trimestre dans l'évolution du chiffre d'affaires comparativement à l'exercice précédent. En effet, une portion de la diminution du chiffre d'affaires par rapport à l'exercice précédent est attribuable au fait que le dollar américain était plus fort par rapport aux autres devises en 2009 comparativement à 2008. Toutefois, la valeur du dollar américain par rapport aux autres devises importantes a commencé à fléchir au cours du troisième trimestre de 2009, amenuisant la fluctuation du chiffre d'affaires attribuable aux taux de change au cours du trimestre comparativement aux résultats depuis le début de l'exercice. En revanche, les acquisitions réalisées ont fait augmenter le chiffre d'affaires. Outre ces deux facteurs, la diminution du chiffre d'affaires sur une base comparable au cours du trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice s'est établie à environ 5 %.

Les marges brutes de 24,8 % pour le trimestre étaient supérieures à celles de 23,9 % réalisées lors de l'exercice précédent. Les marges brutes depuis le début de l'exercice ont légèrement diminué pour s'établir à 23,4 %, par rapport à 23,9 % en 2008. Toutefois, si on exclue l'effet de l'évaluation à la valeur du marché des contrats de change dont il a été question précédemment, les marges pour 2009 sont de 25,4 % pour le trimestre et de 24,3 % depuis le début de l'exercice, comparativement à 23,2 % et 23,7 %, respectivement. Ceci constitue une amélioration par rapport aux résultats du trimestre et des neuf premiers mois de l'exercice précédent. Cette amélioration s'explique en grande partie par la plus grande stabilité des coûts en 2009 et par les taux de change favorable. Comparativement au dernier exercice, les frais de vente, généraux et administratifs ont diminué de 6,6 M\$ au cours du troisième trimestre et de 13,5 M\$ depuis le début de l'exercice. Cette réduction est principalement attribuable à la baisse des frais liés à la commercialisation et aux activités de vente résultant de la diminution du chiffre d'affaire, et au fléchissement des taux de change applicable aux frais exprimés en devises autres que le dollar américain, lesquels ont plus que contrebalancé la hausse des charges liée aux nouvelles acquisitions effectuées au cours de 2008 et de 2009.

Les frais de restructuration engagés en 2009 sont négligeables. Ils s'étaient élevés à 1,6 M\$, avant impôts, dans les neuf premiers mois de 2008 et se composaient principalement des coûts liés à des prestations de cessation d'emploi versées aux salariés de Dorel Europe. L'incidence après impôts de ces frais en 2008 atteignait 1,0 M\$, soit 0,03 \$ par action diluée. Les intérêts sur la dette à long terme au cours du troisième trimestre de 2009 se sont chiffrés à 3,5 M\$, comparativement à 5,4 M\$ en 2008. Depuis le début de l'exercice, ces chiffres sont de 11,6 M\$ et 15,4 M\$, respectivement. Le taux d'intérêt depuis le début de l'exercice sur les emprunts à long terme de la Société était d'environ 3,1 %, tandis qu'il était de 4,6 % en 2008, ce qui explique la baisse des intérêts débiteurs en 2009. La réduction des charges a été possible malgré un niveau d'emprunt plus élevé résultant des acquisitions de différentes entreprises en 2008 et 2009. Il est à noter que les intérêts débiteurs depuis le début de l'exercice 2009 tiennent compte d'un montant de 0,5 M\$ lié à l'utilisation par la Société de swaps de taux d'intérêt dans le but de réduire son exposition à la fluctuation des taux d'intérêt.

Le taux d'imposition de la Société est déterminé par la législation fiscale en vigueur dans les pays où la Société exerce ses activités et par l'application des conventions fiscales conclues entre différents pays. Le taux d'imposition durant le trimestre s'est élevé à 11,0 % et à 14,7 % depuis le début de l'exercice, lesquels taux sont conformes aux attentes. Il est à noter qu'en 2008, le taux d'imposition était également plus faible qu'à l'habitude, s'établissant à 11,3 %. Le taux d'imposition de la Société pour l'exercice devrait se situer au bas de la fourchette de 15 % à 20 %, publiée précédemment.

Les principaux écarts au titre du bénéfice entre 2008 et 2009 se résument comme suit :

	<u>Trimestre</u>	<u>Depuis le début de l'exercice</u>
Bénéfice d'exploitation sectoriel :		
Diminution pour la division Produits de puériculture, compte non tenu de l'évaluation à la valeur du marché*	(2 480) \$	(9 963) \$
Diminution pour la division Produits récréatifs,	(1 778)	(7 854)
Augmentation pour la division Mobilier de maison	10 584	18 181
Évaluation à la valeur du marché* au sein de la division Produits de puériculture	(6 105)	(19 480)
Augmentation (diminution) totale du bénéfice d'exploitation	221	(19 116)
Baisse de la charge d'intérêts	1 695	3 597
Diminution (augmentation) des impôts sur les bénéfices	(253)	4 446
Autres	1 359	408
Augmentation (diminution) totale du bénéfice après impôts	3 022 \$	(10 665) \$

* - fluctuation des gains et des pertes évalués à la valeur du marché sur les contrats de change achetés en 2008 et en 2009.

Les causes de ces variations par rapport à l'exercice précédent sont expliquées de façon détaillée ci-après.

Information financière choisie

Les tableaux ci-dessous présentent de l'information financière choisie pour les huit derniers trimestres complétés.

Résultats d'exploitation pour les trimestres terminés le				
	30 déc. 2008	31 mars 2009	30 juin 2009	30 sept. 2009
Chiffre d'affaires	479 880 \$	525 230 \$	551 123 \$	518 458 \$
Bénéfice net	19 167 \$	28 029 \$	24 764 \$	30 230 \$
Bénéfice par action				
De base	0,57 \$	0,84 \$	0,74 \$	0,91 \$
Dilué	0,57 \$	0,84 \$	0,74 \$	0,91 \$
	30 déc. 2007	31 mars 2008	30 juin 2008	30 sept. 2008
Chiffre d'affaires	458 853 \$	556 034 \$	593 724 \$	552 242 \$
Bénéfice net	22 348 \$	35 133 \$	31 347 \$	27 208 \$
Bénéfice par action				
De base	0,67 \$	1,05 \$	0,94 \$	0,82 \$
Dilué	0,67 \$	1,05 \$	0,94 \$	0,82 \$

Résultats sectoriels

Les résultats sectoriels sont présentés à la note 12 afférente aux présents états financiers intermédiaires. De plus amples informations concernant les résultats par secteur d'activités sont présentées ci-dessous.

Produits de puériculture

Charges exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires	Troisièmes trimestres terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
	Chiffre d'affaires	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Coût des produits vendus	70,8 %	69,1 %	72,6 %	70,7 %
Marge brute	29,2 %	30,9 %	27,4 %	29,3 %
Frais de vente, généraux et administratifs	15,1 %	14,8 %	15,0 %	14,8 %
Amortissements	2,2 %	2,0 %	1,9 %	1,7 %
Frais de recherche et développement	1,3 %	1,0 %	0,9 %	0,7 %
Frais de restructuration	0,0 %	(0,1) %	0,0 %	0,2 %
Bénéfice d'exploitation	10,5 %	13,2 %	9,6 %	11,8 %

Le chiffre d'affaires de la division Produits de puériculture au cours du troisième trimestre a diminué de 5,8 %, soit de 15,3 M\$, passant de 263,2 M\$ au cours de la même période en 2008 à 247,9 M\$. Le bénéfice d'exploitation en 2009 s'est élevé à 26,1 M\$, ce qui représente une baisse de 24,7 % par rapport aux 34,7 M\$ enregistrés en 2008. Le chiffre d'affaires depuis le début de l'exercice 2009 est de 746,5 M\$, soit un recul de 107,6 M\$ ou encore de 12,6 %. Le bénéfice d'exploitation pour les neuf premiers mois de 2009 a été de 71,6 M\$, comparativement à 101,0 M\$ en 2008. Il est toutefois à noter que les pertes découlant de l'évaluation à la valeur de marché des contrats de change de 2,5 M\$ pour le trimestre et de 15,9 M\$ depuis le début de l'exercice sont comprises dans les résultats pour 2009. En 2008, ces montants correspondaient à un gain de 3,6 M\$ pour le trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice sur les contrats mis en place pour couvrir une portion des achats de 2009.

Le chiffre d'affaires a diminué aussi bien en Amérique du Nord qu'en Europe. Le fléchissement du chiffre d'affaires en Europe a toutefois été plus modéré au dernier trimestre comparativement à la première moitié de l'exercice. Les ventes à l'extérieur des États-Unis représentent plus de la moitié du chiffre d'affaires total de la division. Par conséquent, la valeur du dollar américain a une incidence importante sur le chiffre d'affaires et le bénéfice. Durant le trimestre, les ventes européennes ont diminué de 10 % par rapport à l'exercice précédent, mais les deux tiers de cette baisse s'expliquent par l'incidence des taux de change. Ce facteur mis à part, et compte non tenu de l'acquisition de Baby Art, la baisse du chiffre d'affaires en Europe, sur une base comparable, s'est établie à environ 5 %. Pour l'ensemble de la division, la baisse du chiffre d'affaires interne se situe autour de 3 % si l'on ne tient pas compte de l'effet des taux de change et des acquisitions. En Europe, comme ce fut le cas durant le trimestre, plus de la moitié du recul des ventes depuis le début de l'exercice est attribuable à la fluctuation des taux de change. Les ventes en Europe depuis le début de l'exercice ont fléchi de 20 %; en revanche, sur une base comparable, les ventes n'ont chuté que d'environ 9 %. Dans l'ensemble, les ventes sur une base comparable de la division ont reculé d'environ 6 % depuis le début de l'exercice.

Les marges brutes ont fléchi par rapport à 2008 autant pour le trimestre que depuis le début de l'exercice. Cependant, le coût des produits vendus tient compte de l'incidence de l'évaluation à la valeur de marché des contrats de change. Compte non tenu de cette incidence pour les deux exercices, les marges sont de 30,2 % pour le trimestre et de 29,5 % depuis le début de l'exercice, ce qui représente une amélioration par rapport au dernier exercice, au cours duquel elles étaient de 29,5 % et de 28,8 %, respectivement. Cette amélioration est attribuable à la plus grande stabilité du coût des intrants en 2009 qu'en 2008, aux taux de change favorables et à l'amélioration de la composition des ventes plus avantageuse en Amérique du Nord. Pour la division dans son ensemble, les frais de vente, généraux et administratifs se sont comprimés en valeur, mais en tant que pourcentage du chiffre d'affaires, ces frais se sont accrus légèrement en raison de la diminution du volume des ventes. La diminution des frais est principalement attribuable aux réductions des frais de vente et de commercialisation. Il est à noter que les coûts totaux liés à la responsabilité de produits pour le trimestre étaient de 2,7 M\$ en 2009 comparativement à 1,5 M\$ pour la même période au dernier exercice. Ces coûts depuis le début de l'exercice s'élèvent à 10,5 M\$ en 2009, tandis qu'ils étaient de 14,1 M\$ en 2008.

Produits récréatifs

Charges exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires	Troisièmes trimestres terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
	Chiffre d'affaires	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Coût des produits vendus	76,7 %	77,3 %	77,2 %	76,5 %
Marge brute	23,3 %	22,7 %	22,8 %	23,5 %
Frais de vente, généraux et administratifs	19,0 %	18,5 %	15,9 %	15,1 %
Amortissements	0,9 %	0,1 %	0,8 %	0,6 %
Bénéfice d'exploitation	3,3 %	4,1 %	6,1 %	7,8 %

Au troisième trimestre, le chiffre d'affaires de la division Produits récréatifs a diminué de 18,0 M\$, soit 11,0 %, passant de 163,2 M\$ en 2008 à 145,2 M\$ en 2009. Le chiffre d'affaires depuis le début de l'exercice a grimpé de 7,0 M\$, soit de 1,4 %, pour atteindre 505,7 M\$ tandis qu'il était de 498,7 M\$ à l'exercice précédent. Si l'on ne tient pas compte de l'incidence de l'acquisition de nouvelles entreprises et des fluctuations des taux de change sur les secteurs d'activité de la division à l'extérieur des États-Unis, la baisse du chiffre d'affaires de la division, sur une base comparable, est d'environ 10 % pour le trimestre et d'environ 6 % depuis le début de l'exercice. Le chiffre d'affaires réalisé auprès des grands détaillants et découlant de la vente de bicyclettes, soit la principale catégorie de produits de la division, a fléchi par rapport au dernier exercice. Les ventes de bicyclettes par le Groupe de Sports Cyclistes aux concessionnaires indépendants de bicyclettes (CIB) et aux consommateurs d'articles de sport ont augmenté par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent. Toutefois, les consommateurs ont acheté moins de produits haut de gamme auprès de la Société et ont privilégié des articles de gamme inférieure dont les marges sont moins élevées et par conséquent moins rentables pour la division.

Le bénéfice d'exploitation pour le trimestre a baissé de 1,7 M\$, soit 26,8 %, pour s'établir à 4,9 M\$, comparativement à 6,6 M\$ en 2008. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le bénéfice d'exploitation est passé de 38,7 M\$ il y a un an à 30,8 M\$, ce qui représente un recul de 7,9 M\$, soit de 20,3 %. Les marges brutes se sont légèrement améliorées au cours du trimestre puisque la portion des ventes de produits aux CIB et de vêtements, lesquels génèrent des marges plus élevées, a été plus importante par rapport au dernier exercice. Depuis le début de l'exercice, les marges ont diminué de 70 points de base, principalement en raison d'une composition des ventes moins rentable du fait que les consommateurs se sont tournés vers des produits de gamme inférieure.

Les frais de vente, généraux et administratifs pour le trimestre ont diminué par rapport à l'exercice précédent, mais en pourcentage du chiffre d'affaires, ils ont légèrement augmenté en raison de la baisse des volumes de ventes. La diminution s'explique principalement par la réduction des dépenses discrétionnaires dans les secteurs des ventes et de la commercialisation. Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre, ces frais sont passés de 75,5 M\$ à 80,4 M\$, et cette augmentation de 4,9 M\$ est en grande partie attribuable aux frais liés aux nouvelles acquisitions et aux fluctuations des taux de change pour les secteurs d'activité de la division à l'extérieur des États-Unis ainsi qu'à la hausse des charges rattachée au fait que la Société a poursuivi ses investissements dans l'infrastructure de la division et l'innovation de ses produits. Comme il en fut le cas pour le trimestre, les frais plus élevés ont été partiellement atténués par la réduction des dépenses discrétionnaires dans les secteurs des ventes et de la commercialisation. Il est à noter que les frais liés à la restructuration de la division annoncée précédemment et réalisée durant le trimestre se sont élevés, au total, à environ 1,1 M\$.

Mobilier de maison

Charges exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires	Troisièmes trimestres terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Chiffre d'affaires	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Coûts des produits vendus	82,0 %	89,3 %	84,4 %	88,7 %
Marge brute	18,0 %	10,7 %	15,6 %	11,3 %
Frais de vente, généraux et administratifs	7,3 %	8,3 %	7,5 %	8,3 %
Amortissements	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,4 %
Frais de recherche et développement	0,5 %	0,7 %	0,6 %	0,7 %
Bénéfice d'exploitation	10,0 %	1,5 %	7,2 %	1,8 %

Pour le trimestre, le chiffre d'affaires de la division Mobilier de maison a été pratiquement le même qu'à l'exercice précédent, s'établissant à 125,4 M\$ par rapport à 125,9 M\$ en 2008. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le chiffre d'affaires a diminué, passant de 349,2 M\$ au dernier exercice à 342,6 M\$, ce qui représente un recul de 1,9 %. Malgré la stabilité des ventes par rapport à l'an dernier, le bénéfice pour le trimestre a augmenté de 10,6 M\$ pour atteindre 12,5 M\$, alors qu'il était de 1,9 M\$ au dernier exercice. Depuis le début de l'exercice, le bénéfice a pratiquement quadruplé passant de 6,4 M\$ il y a un an à 24,6 M\$. L'augmentation du bénéfice est attribuable à Ameriwood, laquelle a continué d'enregistrer des ventes robustes et un bénéfice solide pour les meubles fabriqués localement, ce qui a permis aux usines de fonctionner de manière plus efficace et, par conséquent, de réaliser des gains. En plus de l'exploitation locale d'Ameriwood, la section des meubles importés de la division a aussi amélioré son bénéfice par rapport à l'exercice précédent.

Pour pratiquement les mêmes raisons que la progression du bénéfice, les marges brutes se sont également améliorées au cours du troisième trimestre de 2009 pour s'établir à 18,0 %, ce qui représente une augmentation de 730 points de base, par rapport aux marges brutes de 10,7 % réalisées lors de l'exercice précédent. Les ventes de futon au troisième trimestre ont été vigoureuses, améliorant par conséquent les marges puisque des niveaux de production plus élevés permettent d'absorber des frais indirects plus considérables. Toutefois, ces niveaux de marges brutes devraient être plus modérés au prochain trimestre de l'exercice, principalement en raison de la récente appréciation du dollar canadien. Les frais de vente, généraux et administratifs ont diminué pour le trimestre et depuis le début de l'exercice comparativement à l'an dernier en raison des mesures prises pour réduire les coûts dans le but d'améliorer l'efficacité des opérations de la division.

LIQUIDITÉS ET FONDS PROPRES

Bilan

À la fin de l'exercice 2008, la Société avait enregistré une hausse importante de ses niveaux de stocks puisque les détaillants essayaient de réduire leurs stocks. Par conséquent, les ventes au quatrième trimestre de l'exercice précédent étaient inférieures aux prévisions et les niveaux des stocks avaient augmenté. Comme prévu, les stocks ont diminué au premier trimestre de 2009, passant de 509,5 M\$ au 30 décembre 2008 à 419,7 M\$ au 31 mars, car les détaillants ont commencé à se réapprovisionner. Les niveaux de stocks au 30 septembre 2009 sont similaires à ceux du premier trimestre, à 413,7 M\$. L'augmentation de la tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an au 30 septembre 2009 s'explique par le reclassement dans la dette à court terme de certains emprunts de la Société qui étaient comptabilisés dans la dette à long terme. Premièrement, la marge de crédit d'exploitation de la Société devra être renouvelée en juillet 2010 et, à ce moment, une nouvelle convention sera établie, ce qui devrait permettre le reclassement de cette dette dans la dette à long terme. Deuxièmement, les effets garantis de premier rang série « B » de la Société, d'un montant de 55,0 M\$, arrivent à échéance en février 2010. Il est prévu que cette dette sera remboursée à l'aide des facilités de crédit existantes. Dans le cadre de ce reclassement, ces effets sont comptabilisés dans la dette à court terme plutôt que dans la dette à long terme.

Le tableau suivant présente certains des ratios de fonds de roulement de la Société :

	au	
	30 sept. 2009	30 déc. 2008
Ratio de liquidité relative	0,53	0,78
Ratio du fonds de roulement	1,18	2,15
Nbre de jours nécessaires au recouvrement des débiteurs	63	55
Nbre de jours nécessaires au renouvellement des stocks	96	107

L'augmentation du nombre de jours nécessaires au recouvrement des débiteurs s'explique par le fait que les niveaux de fin d'exercice au 30 décembre 2008 étaient inférieurs à la normale en raison de la réduction considérable des ventes vers la fin de l'exercice. L'amélioration du nombre de jours nécessaires au renouvellement des stocks reflète les niveaux de stocks plus bas en 2009 par rapport à 2008. Le ratio de liquidité relative et le ratio du fonds de roulement ont diminué en raison du reclassement dans la dette à court terme de certaines dettes qui étaient auparavant comptabilisées dans la dette à long terme, comme il est décrit ci-dessus. Au 30 septembre 2009, Dorel respectait toutes les clauses restrictives de ses emprunts et prévoit continuer à les respecter à l'avenir. La Société analyse continuellement sa stratégie de gestion de trésorerie et de financement afin d'optimiser l'utilisation des fonds et de minimiser ses coûts d'emprunt.

Flux de trésorerie

Au cours des neuf premiers mois de 2009, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, avant les variations des soldes hors trésorerie liés à l'exploitation, se sont élevés à 117,3 M\$, comparativement à 131,5 M\$ en 2008. En raison de la réduction des stocks, les variations des soldes hors trésorerie liés à l'exploitation ont fourni une source supplémentaire de fonds de l'ordre de 30,9 M\$ en 2009, par rapport à des fonds utilisés de 59,1 M\$ en 2008. Après les variations des soldes hors trésorerie liés à l'exploitation, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établis à 148,2 M\$, comparativement à 72,4 M\$ en 2008.

En 2009, 12,5 M\$ ont été versés en dividendes, un montant correspondant à celui de l'exercice précédent. Au cours des neuf premiers mois de 2009, la Société a affecté 6,0 M\$ au rachat de ses propres actions en vertu de son offre de rachat. Les activités d'investissement en 2009 comprennent un versement de 12,8 M\$ pour les acquisitions effectuées au cours de l'exercice ainsi qu'un versement de 1,1 M\$ sur le solde du prix de vente relativement à l'acquisition de PTI en 2008. En 2009, exception faite des déboursements liés aux acquisitions, la Société a consacré 28,6 M\$ à des acquisitions d'immobilisations, qui comprennent des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, soit une diminution par rapport à 32,1 M\$ en 2008. Cette baisse des dépenses s'explique par les efforts concertés visant à limiter les dépenses en immobilisations aux projets jugés les plus importants pour poursuivre la croissance de la Société et développer de nouveaux produits. Par conséquent, la dette nette de la Société, c'est-à-dire la dette à long terme et les emprunts bancaires, moins l'encaisse, s'est allégée de 89,5 M\$ par rapport à la fin de l'exercice 2008.

Nouvelles normes comptables

Stocks

Au cours du premier trimestre de 2009, la Société a adopté le chapitre 3031, *Stocks*, du Manuel de l'ICCA, qui remplace le chapitre 3030, *Stocks*, et harmonise les normes canadiennes relatives aux stocks avec les Normes internationales d'information financière (IFRS). Ce chapitre prévoit des changements au niveau de l'évaluation des stocks et donne des directives plus exhaustives quant à la détermination du coût, y compris la répartition des frais généraux et autres coûts liés aux stocks; il interdit l'utilisation de la méthode du dernier entré, premier sorti (DEPS); il exige la reprise des dépréciations antérieures lorsqu'il y a une augmentation ultérieure de la valeur des stocks; et il accroît les exigences en matière d'informations à fournir à l'égard des stocks et du coût des produits vendus dans le but d'accroître la transparence. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008.

Compte tenu des directives plus restrictives concernant la détermination des coûts, la Société a changé certains éléments de sa politique de répartition des frais généraux, pour que certains frais généraux soient passés en charges. Conformément au chapitre 3031, la Société a mis en application ces changements de conventions comptables en ajustant le solde d'ouverture des bénéfices non répartis au 31 décembre 2008 (sans retraitement des chiffres des

exercices précédents). En conséquence, à compter de l'ouverture de l'exercice 2009, l'évaluation des stocks en vertu de la nouvelle norme a eu pour effet de réduire la valeur comptable des stocks de 3,5 M\$. Le solde d'ouverture des bénéfices non répartis au début de l'exercice 2009 a été réduit de 2,1 M\$, montant correspondant à la variation des stocks d'ouverture diminuée d'impôts de 1,4 M\$.

Le chapitre 3031 exige que la dotation à l'amortissement relative aux activités de fabrication soit incluse dans le coût des produits vendus. En conséquence, à compter du premier trimestre de 2009, la dotation à l'amortissement relative aux activités de fabrication a été reclassée dans le coût des produits vendus. Voir la section Reclassements. Le coût des stocks comptabilisé en charges et compris dans le coût des produits vendus a été de 365,1 M\$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2009 et de 1,2 G\$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009. Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2009 et de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009, la Société a comptabilisé des dépréciations des stocks de 3,8 M\$ et de 8,9 M\$ respectivement (dans le coût des produits vendus) parce que la valeur nette de réalisation était inférieure au coût et il n'y a eu aucune reprise de dépréciations des stocks comptabilisées dans des exercices précédents.

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

Au cours du premier trimestre de 2009, la Société a adopté le chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, du Manuel de l'ICCA, qui remplace le chapitre 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*, et le chapitre 3450, *Frais de recherche et de développement*. La norme fournit des directives sur la comptabilisation des actifs incorporels en accord avec la définition d'un actif et les critères de comptabilisation d'un actif, en plus de préciser la notion de rattachement des charges aux produits, que les actifs aient été acquis séparément ou générés en interne. Cette norme s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008.

La Société a évalué le nouveau chapitre et déterminé que son adoption n'avait aucune incidence sur ses états financiers à l'exception du fait que les frais de développement reportés sont présentés dans les actifs incorporels plutôt que dans les autres actifs. En conséquence, des frais de développement reportés de 26,9 M\$ au 30 décembre 2008 ont été reclassés des autres actifs aux actifs incorporels.

Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

Le 20 janvier 2009, le Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) a publié le CPN-173, *Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers*, qui exige que la juste valeur des instruments financiers, y compris les instruments financiers dérivés, tienne compte des risques de crédit des contreparties pour les actifs et du risque de crédit de la Société pour les passifs. Le CPN-173 doit être appliqué rétrospectivement sans retraitement des chiffres des exercices précédents à tous les actifs et les passifs financiers évalués à la juste valeur dans les états financiers intermédiaires et annuels des exercices clos à compter du 20 janvier 2009. L'application du CPN-173 a débuté pour la Société dans le premier trimestre de 2009 et n'a pas eu d'incidence significative sur les résultats financiers de la Société.

Normes générales de présentation des états financiers

En juin 2007, l'ICCA a modifié le chapitre 1400, *Normes générales de présentation des états financiers*, qui s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008, et exige que soit évaluée la capacité de la Société de poursuivre son exploitation et que des informations soient fournies à ce sujet. L'adoption du chapitre modifié n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société.

Modifications comptables futures

Normes internationales d'information financière

Le Conseil des normes comptables du Canada («CNC») a annoncé que les normes comptables au Canada vont adopter les IFRS. La date de basculement des PCGR canadiens actuels aux IFRS a été fixée au 1^{er} janvier 2011. Les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui que constituent les PCGR canadiens, mais des différences significatives en matière de comptabilisation, d'évaluation et d'informations à fournir doivent être prises en compte. La Société travaille en ce moment à l'élaboration de son plan de conversion détaillé aux IFRS et évalue l'incidence que ces nouvelles normes auront sur ses états financiers consolidés. La Société procède en outre à la détermination des

différences significatives entre les IFRS et ses méthodes comptables actuelles, et à une évaluation de l'impact potentiel qu'elles auront sur ses pratiques commerciales, ses systèmes, ses contrôles et ses procédures concernant l'information publiée, et les contrôles internes sur l'information financière.

La Société a désigné un gestionnaire de projet qui assurera la direction du basculement vers les IFRS. Des membres de l'équipe des finances travaillent en étroite collaboration avec la direction générale dans divers secteurs de l'entreprise pour assurer que les conséquences du basculement dans l'ensemble de l'entreprise sont gérées de façon rapide et efficace. Des ressources additionnelles nécessaires seront affectées et de la formation sera donnée pour assurer un basculement aux IFRS en temps opportun.

Regroupement d'entreprises

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1582, *Regroupements d'entreprises*, qui remplacera le chapitre 1581, *Regroupements d'entreprises*, et fournira des directives équivalentes à l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*. Le nouveau chapitre élargit la définition d'une entreprise acquise et élabore de nouvelles lignes directrices importantes sur l'évaluation de la contrepartie donnée et la comptabilisation et l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris dans un regroupement d'entreprises. Le nouveau chapitre exige que tous les regroupements d'entreprises soient évalués à la pleine juste valeur de l'entité acquise à la date d'acquisition même si le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, ou si l'acquéreur détient moins de 100 % des capitaux propres de l'entreprise acquise à la date d'acquisition. Les variations ultérieures de la juste valeur d'une contrepartie conditionnelle classée comme un passif seront comptabilisées en résultat net et non comme un ajustement du coût d'acquisition. Les frais de restructuration et autres coûts directs associés à un regroupement d'entreprises ne sont plus considérés comme entrant dans la répartition du coût d'acquisition. Ces coûts sont plutôt passés en charges au moment où ils sont engagés, à moins qu'il ne s'agisse de coûts associés à l'émission de titres d'emprunt ou de titres de capitaux propres. Le chapitre s'applique de manière prospective aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe à l'ouverture ou après l'ouverture de la première période financière annuelle s'ouvrant à compter du 1^{er} janvier 2011. L'adoption anticipée est permise à compter de l'ouverture d'un exercice. Le nouveau chapitre n'aura d'incidence sur nos états financiers que pour les acquisitions futures qui seront faites dans des périodes ultérieures à la date d'adoption du chapitre.

États financiers consolidés et participations ne donnant pas le contrôle

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1601, *États financiers consolidés*, et le chapitre 1602, *Participations ne donnant pas le contrôle*, qui remplaceront le chapitre 1600, *États financiers consolidés*. Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement des états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation des participations ne donnant pas le contrôle dans les états financiers consolidés de la société mère, après un regroupement d'entreprises. Le chapitre 1602 équivaut aux dispositions correspondantes de l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*. Ces chapitres s'appliquent aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011, et devraient être adoptés en même temps que le chapitre 1582. La Société étudie en ce moment l'incidence future de ces nouveaux chapitres sur ses états financiers consolidés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS

La désignation, le nombre et le montant de chaque catégorie et de chaque série d'actions de la Société en circulation en date du 2 novembre 2009 sont les suivants :

- Un nombre illimité d'actions à vote plural de catégorie « A » sans valeur nominale ou au pair, convertibles en tout temps au gré du détenteur en actions à droit de vote subalterne de catégorie « B », à raison d'une action pour chaque action convertie, et;
- Un nombre illimité d'actions à droit de vote subalterne de catégorie « B » sans valeur nominale ou au pair, convertibles en actions à vote plural de catégorie « A », dans certaines circonstances, si une offre est faite en vue de l'achat des actions de catégorie « A ».

Les détails des actions émises et en circulation sont les suivants :

Catégorie A		Catégorie B		Total
Nombre	(000 \$)	Nombre	(000 \$)	(000 \$)
4 229 510	1 792 \$	28 828 002	173 545 \$	175 337 \$

Dans le cadre de son offre de rachat, et au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009, la Société a racheté, au total, 279 140 actions de catégorie B à droit de vote subalterne en contrepartie d'une somme en espèces de 6,0 M\$. L'excédent du prix de rachat des actions par rapport à leur valeur comptable a été comptabilisé dans le bénéfice non réparti au titre de prime payée sur rachat d'action. Les informations relatives aux options d'achat d'actions et unités d'actions à achat différé en circulation sont divulguées à la note 6 des états financiers. Ces montants n'ont subi aucun changement important au cours de la période comprise entre la fin du trimestre et la date de préparation de cette analyse.

Informations prospectives

Certaines déclarations contenues dans cette analyse peuvent constituer des déclarations prospectives (forward looking statement) au sens de la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis. En règle générale, les énoncés prospectifs peuvent être identifiés par l'utilisation de termes de nature prospective tels que « pourrait », « fera », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer », « prévoir », « planifier », « entrevoir », « croire » ou « continuer » ou la tournure négative de ces termes, ou encore les variantes de ceux-ci ou d'autres termes similaires. Nous vous invitons à consulter les documents que la Société a déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières pour connaître les facteurs susceptibles d'affecter les résultats futurs de la Société.

Les lecteurs sont avisés, par conséquent, de ne pas se fier outre mesure aux déclarations prospectives, car rien ne garantit que les plans, les intentions ou les prévisions sur lesquels elles se fondent se concrétiseront. Par essence, les déclarations prospectives comportent de nombreuses hypothèses, ainsi que des risques et incertitudes, connus et inconnus, de nature générale et particulière, qui accroissent la possibilité que les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations de nature prospectives ne se réalisent pas. Ceci pourrait faire en sorte que le rendement et les résultats réels de la Société au cours de périodes futures soient considérablement différents du rendement ou des résultats futurs estimés ou projetés dont il est question, de façon explicite ou implicite, dans ces énoncés prospectifs.

Bien que nous soyons d'avis que les attentes exprimées dans ces déclarations prospectives sont raisonnables, rien ne garantit qu'elles s'avéreront exactes. Les déclarations prospectives décrites aux présentes reflètent les attentes de la Société à la date de cette analyse et pourraient subir des modifications après cette date. À moins qu'elle n'y soit tenue selon les lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de l'obtention de nouvelles informations, d'événements futurs ou pour tout autre motif. Les déclarations prospectives figurant dans le présent rapport sont expressément visées par cette mise en garde.

BILANS CONSOLIDÉS

EN MILLIERS DE DOLLARS US

	Au 30 septembre 2009 (non vérifié)	Au 30 décembre 2008 (vérifié)
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 11)	56 145 \$	16 966 \$
Débiteurs	344 904	316 267
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	16 893	19 798
Stocks	413 684	509 467
Frais payés d'avance	17 701	16 236
Impôts futurs	42 691	37 342
	892 018	916 076
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	153 339	158 895
ACTIFS INCORPORELS (note 1)	408 188	395 742
ÉCARTS D'ACQUISITION (note 12)	553 531	540 187
AUTRES ACTIFS (notes 1 et 4)	15 534	19 573
	2 022 610 \$	2 030 473 \$
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Dette bancaire	7 278 \$	4 398 \$
Créditeurs et charges à payer (note 4)	336 615	380 915
Impôts sur les bénéfices à payer	29 765	30 164
Impôts futurs	–	2 713
Fraction à court terme de la dette à long terme	379 761	8 879
	753 419	427 069
DETTE À LONG TERME	26 630	450 704
OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS DE RETRAITE ET DES AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE	20 680	20 072
IMPÔTS FUTURS	113 271	111 874
AUTRES PASSIFS À LONG TERME	7 492	6 010
CAPITAUX PROPRES		
CAPITAL-ACTIONS (note 5)	175 742	177 422
SURPLUS D'APPORT (note 6)	19 014	16 070
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS	802 224	738 113
CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU (note 8)	104 138	83 139
	906 362	821 252
	1 101 118	1 014 744
	2 022 610 \$	2 030 473 \$

(Voir les notes ci-jointes)

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

EN MILLIERS DE DOLLARS US, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION

	Troisièmes trimestres terminés les		Neuf mois terminés les	
	30 sept. 2009 (non vérifié)	30 sept. 2008 (non vérifié)	30 sept. 2009 (non vérifié)	30 sept. 2008 (non vérifié)
Ventes	514 654 \$	547 211 \$	1 583 322 \$	1 688 986 \$
Droits de licence et commissions	3 804	5 031	11 489	13 014
TOTAL DES PRODUITS	518 458	552 242	1 594 811	1 702 000
CHARGES				
Coût des produits vendus (notes 1, 3 et 10)	389 718	420 382	1 221 746	1 295 642
Frais de vente, généraux et administratifs	79 776	86 406	234 953	248 439
Amortissements (notes 1 et 10)	7 332	5 973	19 322	19 266
Frais de recherche et de développement	3 799	3 417	8 847	8 638
Frais de restructuration (note 3)	14	(175)	86	1 450
Intérêts sur dette à long terme	3 451	5 353	11 602	15 390
Autres intérêts	407	200	913	722
	484 497	521 556	1 497 469	1 589 547
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	33 961	30 686	97 342	112 453
Impôts sur les bénéfices	3 731	3 478	14 319	18 765
BÉNÉFICE NET	30 230 \$	27 208 \$	83 023 \$	93 688 \$
BÉNÉFICE PAR ACTION				
De base	0,91 \$	0,82 \$	2,49 \$	2,81 \$
Dilué	0,91 \$	0,82 \$	2,49 \$	2,81 \$
ACTIONS EN CIRCULATION (note 7)				
Nombre de base – moyenne pondérée	33 179 322	33 397 627	33 297 385	33 397 337
Nombre dilué – moyenne pondérée	33 338 597	33 399 355	33 389 225	33 399 003

(Voir les notes ci-jointes)

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT ÉTENDU

EN MILLIERS DE DOLLARS US

	Troisièmes trimestres terminés les		Neuf mois terminés les	
	30 sept. 2009	30 sept. 2008	30 sept. 2009	30 sept. 2008
	(non vérifié)	(non vérifié)	(non vérifié)	(non vérifié)
BÉNÉFICE NET	30 230 \$	27 208 \$	83 023 \$	93 688 \$
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU :				
<u>Écart de conversion cumulé :</u>				
Variation nette des gains (pertes) de change non réalisé(e)s sur la conversion des investissements nets dans des établissements étrangers autonomes, déduction faite d'impôts de 0 \$	20 220	(41 232)	20 878	(13 011)
Fraction portée dans le résultat net par suite de réductions des investissements nets dans des établissements étrangers autonomes, déduction faite d'impôts de 0 \$	—	—	—	(384)
	20 220	(41 232)	20 878	(13 395)
<u>Variations nettes des couvertures de flux de trésorerie :</u>				
Variation nette des gains (pertes) non réalisé(e)s sur dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie	(961)	—	(120)	—
Reclassement en résultat net	240	—	461	—
Impôts futurs	464	—	(220)	—
	(257)	—	121	—
TOTAL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU	19 963	(41 232)	20 999	(13 395)
TOTAL DU RÉSULTAT ÉTENDU	50 193 \$	(14 024) \$	104 022 \$	80 293 \$

(Voir les notes ci-jointes)

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

EN MILLIERS DE DOLLARS US

	Neuf mois terminés les	
	30 sept. 2009 (non vérifié)	30 sept. 2008 (non vérifié)
CAPITAL-ACTIONS (note 5)		
Solde au début de la période	177 422 \$	177 271 \$
Actions émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions	–	151
Rachat et annulation d'actions	(1 680)	–
Solde à la fin de la période	175 742	177 422
SURPLUS D'APPORT		
Solde au début de la période	16 070	11 623
Rémunérations à base d'actions (note 6)	2 944	3 738
Solde à la fin de la période	19 014	15 361
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS		
Solde au début de la période	738 113	641 981
Bénéfice net	83 023	93 688
Ajustement du solde d'ouverture des bénéfices non répartis résultant de l'adoption d'une nouvelle norme comptable relative aux stocks, déduction faite d'impôts de 1 415 \$ (note 1)	(2 096)	–
Prime payée sur rachat d'actions (note 5)	(4 309)	–
Dividendes sur actions ordinaires	(12 485)	(12 531)
Dividendes sur unités d'actions à achat différé	(22)	(12)
Solde à la fin de la période	802 224	723 126
CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU (note 8)		
Solde au début de la période	83 139	106 871
Total des autres éléments du résultat étendu	20 999	(13 395)
Solde à la fin de la période	104 138	93 476
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	1 101 118 \$	1 009 385 \$

(Voir les notes ci-jointes)

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

EN MILLIERS DE DOLLARS US

	Troisièmes trimestres terminés les		Neuf mois terminés les	
	30 sept. 2009	30 sept. 2008	30 sept. 2009	30 sept. 2008
	(non vérifié)	(non vérifié)	(non vérifié)	(non vérifié)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX :				
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net	30 230 \$	27 208 \$	83 023 \$	93 688 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie :				
Amortissements (note 10)	12 996	11 125	34 835	34 915
Amortissement des frais de financement reportés	69	44	175	150
Impôts futurs	2 364	1 866	(4 227)	2 526
Rémunérations à base d'actions (note 6)	1 085	1 108	2 543	3 738
Régimes de retraite et d'avantages complémentaires de retraite à prestations déterminées	(902)	297	694	1 117
Activités de restructuration (note 3)	(156)	(2 382)	(269)	(4 259)
Gain de change résultant de la réduction des investissements nets dans des établissements étrangers	-	-	-	(384)
Perte (gain) sur cession d'immobilisations corporelles	71	(4)	480	20
	45 757	39 262	117 254	131 511
Variations nettes des soldes hors trésorerie liés à l'exploitation (note 11)	27 432	(30 732)	30 916	(59 109)
RENTRÉES NETTES LIÉES AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	73 189	8 530	148 170	72 402
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Dette bancaire	(3 018)	(5 404)	2 200	(1 473)
Augmentation de la dette à long terme	-	4 802	-	262 759
Versements sur la dette à long terme	(34 979)	(1 000)	(53 242)	(62 556)
Rachat d'actions (note 5)	(2 514)	-	(5 989)	-
Émission d'actions	-	151	-	151
Dividendes sur actions ordinaires	(4 125)	(4 173)	(12 485)	(12 531)
(SORTIES) RENTRÉES NETTES LIÉES AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	(44 636)	(5 624)	(69 516)	186 350
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisition de sociétés (notes 2 et 11)	(7 457)	(460)	(13 941)	(218 542)
Entrées d'immobilisations corporelles – nettes	(5 915)	(5 292)	(12 775)	(17 116)
Actifs incorporels	(5 414)	(4 612)	(15 793)	(14 989)
SORTIES NETTES LIÉES AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	(18 786)	(10 364)	(42 509)	(250 647)
Effet des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	2 665	(921)	3 034	(163)
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	12 432	(8 379)	39 179	7 942
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	43 713	38 834	16 966	22 513
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE LA PÉRIODE	56 145 \$	30 455 \$	56 145 \$	30 455 \$

(Voir les notes ci-jointes)

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Périodes terminées les 30 septembre 2009 et 2008
en milliers de dollars US sauf les montants par action (non vérifié)

1. Principales conventions comptables

Présentation

Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR), le dollar des États-Unis servant de monnaie de présentation. Le dollar des États-Unis est la monnaie fonctionnelle de la société mère canadienne, Les Industries Dorel Inc. (« Dorel » ou la « Société »). Ils respectent le mode de présentation des plus récents états financiers vérifiés de la Société, à l'exception des changements de méthodes comptables décrits ci-dessous. Ils n'incluent pas toutes les informations ni toutes les notes qui sont requises en vertu des PCGR pour les états financiers annuels et ils devraient, par conséquent, être lus conjointement avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes afférentes à ces états financiers consolidés vérifiés de la Société pour l'exercice terminé le 30 décembre 2008.

Les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement les résultats d'exploitation de l'ensemble de l'exercice. Dorel estime que ses résultats trimestriels ne sont pas soumis à des variations saisonnières significatives, même s'il pouvait arriver que l'un ou l'autre de ses secteurs d'activité le soit.

Reclassements

À compter de janvier 2009, la Société a reclassé certains chiffres entre ses divisions. Ces changements, fondés principalement sur la nature des produits et la clientèle desservie, ont été faits dans le but de mieux rendre compte de la façon dont les résultats des divisions sont communiqués à l'interne. De plus, en vertu des exigences de présentation du chapitre 3031, *Stocks*, du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), qui est entré en vigueur au cours du premier trimestre de 2009, la dotation à l'amortissement liée aux activités de fabrication est comprise dans le coût des produits vendus. Afin de pouvoir mieux comparer les données financières d'un exercice à l'autre, les montants comparatifs de l'exercice précédent ont été reclassés comme suit.

Troisième trimestre terminé le 30 septembre 2009					
	Total	Produits de puériculture	Produits récréatifs	Mobilier de maison	Éliminations
Ventes à des clients	– \$	(8 260) \$	895 \$	7 365 \$	– \$
Ventes intersectorielles	–	–	(215)	(3 263)	3 478
Total des produits	–	(8 260)	680	4 102	3 478
Coût des produits vendus	5 152	(4 649)	1 511	4 812	3 478
Frais de vente, généraux et administratifs	1 111	(19)	543	587	–
Amortissements	(5 152)	(3 422)	(621)	(1 109)	–
Frais de recherche et de développement	–	–	–	–	–
Frais de restructuration	–	–	–	–	–
Bénéfice d'exploitation	(1 111)	(170) \$	(753) \$	(188) \$	– \$
Intérêts	–				
Charges du siège social	(1 111)				
Impôts sur les bénéfices	–				
Bénéfice net	– \$				

1. Principales conventions comptables (suite)

Neuf mois terminés le 30 septembre 2009					
	Total	Produits de puériculture	Produits récréatifs	Mobilier de maison	Éliminations
Ventes à des clients	– \$	(26 438) \$	8 568 \$	17 870 \$	– \$
Ventes intersectorielles	–	–	(4 660)	(7 658)	12 318
Total des produits	–	(26 438)	3 908	10 212	12 318
Coût des produits vendus	15 649	(14 861)	5 413	12 779	12 318
Frais de vente, généraux et administratifs	3 469	68	1 495	1 906	–
Amortissements	(15 649)	(10 704)	(1 714)	(3 231)	–
Frais de recherche et de développement	–	–	–	–	–
Frais de restructuration	–	–	–	–	–
Bénéfice d'exploitation	(3 469)	(941) \$	(1 286) \$	(1 242) \$	– \$
Intérêts	–				
Charges du siège social	(3 469)				
Impôts sur les bénéfices	–				
Bénéfice net	– \$				

Les chiffres sectoriels sont présentés à la note 12 des présents états financiers intermédiaires.

Nouvelles normes comptables

Stocks

Au cours du premier trimestre de 2009, la Société a adopté le chapitre 3031, *Stocks*, du Manuel de l'ICCA, qui remplace le chapitre 3030, *Stocks*, et harmonise les normes canadiennes relatives aux stocks avec les Normes internationales d'information financière (IFRS). Ce chapitre prévoit des changements au niveau de l'évaluation des stocks et donne des directives plus exhaustives quant à la détermination du coût, y compris la répartition des frais généraux et autres coûts liés aux stocks; il interdit l'utilisation de la méthode du dernier entré, premier sorti (DEPS); il exige la reprise des dépréciations antérieures lorsqu'il y a une augmentation ultérieure de la valeur des stocks; et il accroît les exigences en matière d'informations à fournir à l'égard des stocks et du coût des produits vendus dans le but d'accroître la transparence. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008.

Compte tenu des directives plus restrictives concernant la détermination des coûts, la Société a changé certains éléments de sa politique de répartition des frais généraux, pour que certains frais généraux soient passés en charges. Conformément au chapitre 3031, la Société a mis en application ces changements de conventions comptables en ajustant le solde d'ouverture des bénéfices non répartis au 31 décembre 2008 (sans retraitement des chiffres des exercices précédents). En conséquence, à compter de l'ouverture de l'exercice 2009, l'évaluation des stocks en vertu de la nouvelle norme a eu pour effet de réduire la valeur comptable des stocks de 3 511 \$. Le solde d'ouverture des bénéfices non répartis au début de l'exercice 2009 a été réduit de 2 096 \$, montant correspondant à la variation des stocks d'ouverture diminuée d'impôts de 1 415 \$.

Le chapitre 3031 exige que la dotation à l'amortissement relative aux activités de fabrication soit incluse dans le coût des produits vendus. En conséquence, à compter du premier trimestre de 2009, la dotation à l'amortissement relative aux activités de fabrication a été reclassée dans le coût des produits vendus. Voir la section ci-dessus, Reclassements. Le coût des stocks comptabilisé en charges et compris dans le coût des produits vendus a été de 365 115 \$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2009 et de 1 153 445 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009. Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2009 et de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009, la Société a comptabilisé des dépréciations des stocks de 3 834 \$ et de 8 872 \$ respectivement (dans le coût des produits vendus) parce que la valeur nette de réalisation était inférieure au coût et il n'y a eu aucune reprise de dépréciations des stocks comptabilisées dans des exercices précédents.

1. Principales conventions comptables (suite)

Nouvelles normes comptables (suite)

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

Au cours du premier trimestre de 2009, la Société a adopté le chapitre 3064, *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, du Manuel de l'ICCA, qui remplace le chapitre 3062, *Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels*, et le chapitre 3450, *Frais de recherche et de développement*. La norme fournit des directives sur la comptabilisation des actifs incorporels en accord avec la définition d'un actif et les critères de comptabilisation d'un actif, en plus de préciser la notion de rattachement des charges aux produits, que les actifs aient été acquis séparément ou générés en interne. Cette norme s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008.

La Société a évalué le nouveau chapitre et déterminé que son adoption n'avait aucune incidence sur ses états financiers à l'exception du fait que les frais de développement reportés sont présentés dans les actifs incorporels plutôt que dans les autres actifs. En conséquence, des frais de développement reportés de 26 895 \$ au 30 décembre 2008 ont été reclassés des autres actifs aux actifs incorporels.

Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

Le 20 janvier 2009, le Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) a publié le CPN-173, *Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers*, qui exige que la juste valeur des instruments financiers, y compris les instruments financiers dérivés, tienne compte des risques de crédit des contreparties pour les actifs et du risque de crédit de la Société pour les passifs. Le CPN-173 doit être appliqué rétrospectivement sans retraitement des chiffres des exercices précédents à tous les actifs et les passifs financiers évalués à la juste valeur dans les états financiers intermédiaires et annuels des exercices clos à compter du 20 janvier 2009. L'application du CPN-173 a débuté pour la Société dans le premier trimestre de 2009 et n'a pas eu d'incidence significative sur les résultats financiers de la Société.

Normes générales de présentation des états financiers

En juin 2007, l'ICCA a modifié le chapitre 1400, *Normes générales de présentation des états financiers*, qui s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008, et exige que soit évaluée la capacité de la Société de poursuivre son exploitation et que des informations soient fournies à ce sujet. L'adoption du chapitre modifié n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Société.

Changements comptables futurs

Normes internationales d'information financière (IFRS)

Le Conseil des normes comptables du Canada («CNC») a annoncé que les normes comptables au Canada vont adopter les IFRS. La date de basculement des PCGR canadiens actuels aux IFRS a été fixée au 1^{er} janvier 2011. Les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui que constituent les PCGR canadiens, mais des différences significatives en matière de comptabilisation, d'évaluation et d'informations à fournir doivent être prises en compte. La Société travaille en ce moment à l'élaboration de son plan de conversion détaillé aux IFRS et évalue l'incidence que ces nouvelles normes auront sur ses états financiers consolidés. La Société procède en outre à la détermination des différences significatives entre les IFRS et ses méthodes comptables actuelles, et à une évaluation de l'impact potentiel qu'elles auront sur ses pratiques commerciales, ses systèmes, ses contrôles et ses procédures concernant l'information publiée, et les contrôles internes sur l'information financière.

La Société a désigné un gestionnaire de projet qui assurera la direction du basculement vers les IFRS. Des membres de l'équipe des finances travaillent en étroite collaboration avec la direction générale dans divers secteurs de l'entreprise pour assurer que les conséquences du basculement dans l'ensemble de l'entreprise sont gérées de façon rapide et efficiente. Des ressources additionnelles nécessaires seront affectées et de la formation sera donnée pour assurer un basculement aux IFRS en temps opportun.

1. Principales conventions comptables (suite)

Changements comptables futurs (suite)

Regroupements d'entreprises

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1582, *Regroupements d'entreprises*, qui remplacera le chapitre 1581, *Regroupements d'entreprises*, et fournira des directives équivalentes à l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*. Le nouveau chapitre élargit la définition d'une entreprise acquise et élabore de nouvelles lignes directrices importantes sur l'évaluation de la contrepartie donnée et la comptabilisation et l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris dans un regroupement d'entreprises. Le nouveau chapitre exige que tous les regroupements d'entreprises soient évalués à la pleine juste valeur de l'entité acquise à la date d'acquisition même si le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, ou si l'acquéreur détient moins de 100 % des capitaux propres de l'entreprise acquise à la date d'acquisition. Les variations ultérieures de la juste valeur d'une contrepartie conditionnelle classée comme un passif seront comptabilisées en résultat net et non comme un ajustement du coût d'acquisition. Les frais de restructuration et autres coûts directs associés à un regroupement d'entreprises ne sont plus considérés comme entrant dans la répartition du coût d'acquisition. Ces coûts sont plutôt passés en charges au moment où ils sont engagés, à moins qu'il ne s'agisse de coûts associés à l'émission de titres d'emprunt ou de titres de capitaux propres. Le chapitre s'applique de manière prospective aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe à l'ouverture ou après l'ouverture de la première période financière annuelle s'ouvrant à compter du 1^{er} janvier 2011. L'adoption anticipée est permise à compter de l'ouverture d'un exercice. Le nouveau chapitre n'aura d'incidence sur nos états financiers que pour les acquisitions futures qui seront faites dans des périodes ultérieures à la date d'adoption du chapitre.

États financiers consolidés et participations ne donnant pas le contrôle

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1601, *États financiers consolidés*, et le chapitre 1602, *Participations ne donnant pas le contrôle*, qui remplaceront le chapitre 1600, *États financiers consolidés*. Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement des états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation des participations ne donnant pas le contrôle dans les états financiers consolidés de la société mère, après un regroupement d'entreprises. Le chapitre 1602 équivaut aux dispositions correspondantes de l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*. Ces chapitres s'appliquent aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011, et devraient être adoptés en même temps que le chapitre 1582. La Société étudie en ce moment l'incidence future de ces nouveaux chapitres sur ses états financiers consolidés.

2. Acquisitions d'entreprises

Baby Art bvba

Le 27 janvier 2009, la Société a annoncé qu'elle a acheté toutes les actions en circulation de *BABY ART bvba* située en Belgique. Créée en 2006, *BABY ART bvba* commercialise des produits et accessoires de bébé sous les marques *BABY ART* et *HOPPOP*. Le prix d'acquisition a été de 4 112 euros ou 5 410 \$US. La transaction a été financée au moyen des facilités de crédit existantes de la Société.

L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition, les résultats d'exploitation de l'entreprise acquise étant compris dans les états financiers consolidés ci-joints depuis la date d'acquisition. La Société évalue en ce moment la déductibilité fiscale de l'écart d'acquisition. L'écart d'acquisition total est compris dans la division Produits de puériculture de la Société, comme on peut le voir à la note 12.

2. Acquisitions d'entreprises (suite)

Baby Art bvba (suite)

La répartition du coût d'acquisition des actifs acquis et des passifs pris en charge se présente comme suit :

Actif

Débiteurs	324 \$
Impôts sur les bénéficiaires à recouvrer	30
Stocks	1 028
Relations clients	237
Frais de développement reportés	947
Écart d'acquisition	4 860
	<hr/>
	7 426

Passif

Dette bancaire	446
Créditeurs	929
Fraction à court terme de la dette à long terme	55
Dette à long terme	183
Impôts futurs à long terme	403
	<hr/>
	2 016
	<hr/>
Actif net acquis	5 410 \$

Iron Horse Bicycles

Le 15 juillet 2009, la Société a acquis certains actifs de Iron Horse Bicycles, y compris les stocks, diverses marques de commerce et appellations commerciales, notamment la marque «Iron Horse». Outre des vélos de descente et de sentier extrême, la gamme de produits de Iron Horse comprend également des vélos de montagne, des vélos de route, des vélos de randonnée, des vélos pour enfants ainsi que des vélos hybrides. Le coût d'acquisition a été de 5 604 \$. Un solde de prix de vente de 220 \$ payable en juillet 2010 est présenté dans les créditeurs et charges à payer au bilan consolidé. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition, les résultats d'exploitation de l'entreprise acquise étant compris dans les états financiers consolidés ci-joints depuis la date d'acquisition. La Société procède actuellement à la répartition du coût de cette acquisition entre les actifs nets acquis. Des montants de 4 400 \$ et de 340 \$ ont été provisoirement attribués aux marques de commerce et à l'écart d'acquisition, respectivement. L'écart d'acquisition est déductible fiscalement. L'écart d'acquisition total est compris dans la division Produits récréatifs de la Société, comme on peut le voir à la note 12.

Gemini Bicycles

Le 4 août 2009, la Société a acquis certains actifs de Gemini Bicycles, un distributeur de bicyclettes d'Australie, pour 2 453 AUD ou 2 047 \$US. L'acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition, les résultats d'exploitation de l'entreprise acquise étant compris dans les états financiers consolidés ci-joints depuis la date d'acquisition. La Société procède actuellement à la répartition du coût de cette acquisition entre les actifs nets acquis. Un montant de 200 \$ a été provisoirement attribué à l'écart d'acquisition. La Société évalue en ce moment la déductibilité fiscale de l'écart d'acquisition. L'écart d'acquisition total est compris dans la division Produits récréatifs de la Société, comme on peut le voir à la note 12.

3. Activités de restructuration

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009, la Société a comptabilisé des charges totales de 117 \$ (2008 - 1 607 \$) relativement à des activités de restructuration, dont 31 \$ (2008 -157 \$) ont été inclus dans le coût des produits vendus et 86 \$ (2008 - 1 450 \$) ont été inclus dans les frais de restructuration.

3. Activités de restructuration (suite)

Division Produits de puériculture

Au quatrième trimestre de 2006, Dorel Europe a entrepris des activités de restructuration qui ont une incidence sur la division Produits de puériculture. D'importants changements opérationnels sont apportés aux installations de production de Telgate, en Italie et de Cholet, en France. Le plan a pour objectif de réduire les frais d'exploitation par le moyen d'un approvisionnement et d'une fabrication stratégiques. On s'attend à ce que ces initiatives de restructuration soient menées à terme d'ici la fin de 2009 et qu'elles entraînent des frais de restructuration cumulés d'environ 13 801 \$. Jusqu'à maintenant, dans le cadre du plan, la Société a comptabilisé une charge cumulée de 13 220 \$, dont 3 411 \$ de charges sans effet sur la trésorerie liées à la réduction de la valeur d'immobilisations et au démarquage de stocks, 10 879 \$ en indemnités de départ et prestations de cessation d'emploi aux salariés et 235 \$ d'autres coûts connexes, déduction faite des gains de compression des régimes de retraite à prestations déterminées de 222 \$, des gains de compression sur passifs liés à la rémunération de 318 \$ et des gains sur la vente de machinerie et d'outillage de 765 \$. De cette charge cumulée de 13 220 \$, une portion de 117 \$ a été comptabilisée au cours du présent exercice, de 860 \$ en 2008, de 8 243 \$ en 2007 et de 4 000 \$ en 2006.

Les coûts suivants, liés aux activités de restructuration, ont été comptabilisés :

	Troisièmes trimestres terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Indemnités de départ et prestations de cessation d'emploi aux salariés	14 \$	63 \$	86 \$	1 760 \$
Gains sur vente de machinerie et d'outillage	–	(208)	–	(333)
Autres coûts liés	–	7	–	7
Comptabilisés à titre de frais de restructuration	14	(138)	86	1 434
Déménagement de stocks et d'outillage et autres charges (dans le coût des produits vendus)	3	–	31	90
Total	17 \$	(138) \$	117 \$	1 524 \$

Au 30 septembre 2009, la provision connexe au titre du plan de restructuration d'un montant total de 721 \$ correspond à des prestations de cessation d'emploi aux salariés et est comprise dans les charges à payer. Les variations de la provision pour le plan de restructuration de la Société se résument comme suit :

	Solde au 30 décembre 2008	Provision pour 2009	Montant déboursé	Incidence des taux de change	Solde au 30 septembre 2009
Indemnités de départ et prestations de cessation d'emploi aux salariés	894 \$	86 \$	(278) \$	19 \$	721 \$
Déménagement de stocks et d'outillage et autres charges (dans le coût des produits vendus)	–	31	(31)	–	–
Total	894 \$	117 \$	(309) \$	19 \$	721 \$

3. Activités de restructuration (suite)

Division Mobilier de maison

Le 17 mai 2007, la Société a annoncé un plan de restructuration des activités d'Ameriwood Industries. La Société a déterminé que sa capacité de fabrication de meubles prêts-à-assembler surpassait les besoins anticipés du marché. À ce titre, la majorité des activités de fabrication de l'usine de Dowagiac, au Michigan, ont été suspendues en juillet 2007. Les mesures de restructuration connexes ont été menées à terme au cours du troisième trimestre de 2008, un montant de 367 \$ restant à payer au 30 décembre 2008, dont 77 \$ ont été payés au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009. Au 30 septembre 2009, il reste 290 \$ à payer. La Société a comptabilisé une charge cumulative de 11 024 \$ en vertu du plan, dont 83 \$ ont été comptabilisés en 2008 et 10 941 \$, en 2007. Sur le total des coûts engagés, 9 604 \$ consistaient en des charges sans effet sur la trésorerie, liées à la dépréciation d'actifs à long terme et à des démarquages de stocks.

4. Instruments financiers

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt pour ce qui est principalement des crédits bancaires à long terme renouvelables, sur lesquels les montants prélevés sont soumis aux taux de base LIBOR ou US en vigueur au moment de l'emprunt, plus une marge. La Société, qui gère son risque de taux d'intérêt, conclut des contrats de swap consistant dans l'échange de taux variables pour des taux fixes pour une période de temps prolongée. Tous les autres passifs à long terme portent des taux d'intérêt fixes et, par conséquent, ne sont pas exposés au risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie.

Durant 2009, la Société a décidé de recourir à des contrats de swap de taux d'intérêt pour geler une partie du coût de sa dette et réduire son risque lié à la variabilité des taux d'intérêt, en échangeant des paiements à taux variable pour des paiements à taux fixe. La Société a désigné ses swaps de taux d'intérêt comme des couvertures de flux de trésorerie pour lesquelles elle utilise la comptabilité de couverture. Dans le cas d'instruments financiers dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie, la partie efficace des variations de leur juste valeur est comptabilisée dans les Autres éléments du résultat étendu dans l'état consolidé du résultat étendu. Toute partie inefficace d'une couverture de flux de trésorerie est comptabilisée en résultat net, au moment où elle se produit, au même poste de l'état consolidé des résultats que l'élément couvert au moment de la réalisation. S'il arrive qu'une relation de couverture de flux de trésorerie devienne inefficace ou que la relation de couverture soit dénouée, les gains et les pertes non réalisés antérieurs demeurent dans le Cumul des autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'élément couvert soit réglé, et les variations futures de la valeur du dérivé sont comptabilisées en résultat net de manière prospective. Les montants comptabilisés dans les Autres éléments du résultat étendu au titre de couvertures de flux de trésorerie demeurent dans le Cumul des autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'élément couvert correspondant soit réglé et, à ce moment, les montants comptabilisés dans le Cumul des autres éléments du résultat étendu sont reclassés dans le même poste de l'état des résultats où est comptabilisé l'élément couvert. Si l'élément couvert cesse d'exister avant que l'instrument de couverture expire, les gains ou les pertes non réalisés dans le Cumul des autres éléments du résultat étendu sont immédiatement reclassés en résultat net.

La Société consigne rigoureusement en dossier toutes ses relations de couverture admissibles. Cela implique qu'elle associe tous les dérivés à des actifs et des passifs déterminés au bilan ou à des opérations prévues ou probables. La Société évalue aussi rigoureusement l'efficacité des relations de couverture au départ et de façon continue par la suite.

La Société n'applique pas la comptabilité de couverture aux contrats de change à terme. Les contrats de change à terme sont présentés à la valeur de marché, et les gains et les pertes sont inclus dans le coût des produits vendus.

L'analyse d'échéance des contrats de swap de taux d'intérêt utilisés pour la gestion du risque d'intérêt lié à la dette à long terme se présente comme suit :

30 septembre 2009				
	Taux fixe (pourcentage)	Notionnel	Échéance	Juste valeur
Contrats de swap de taux d'intérêt	2,21	50 000 \$	23 mars 2014	341 \$

4. Instruments financiers (suite)

La juste valeur au 30 septembre 2009 des dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie se présente comme suit :

	Juste valeur
<u>Dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie :</u>	
Swaps de taux d'intérêt inclus dans les autres actifs	1 162 \$
Swaps de taux d'intérêt inclus dans les créditeurs et charges à payer	(821)
	<u>341 \$</u>

5. Capital-actions

Actions émises et en circulation

Détail des actions émises et en circulation :

	Neuf mois terminés le 30 septembre 2009		Exercice terminé le 30 décembre 2008	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Actions à vote plural de catégorie «A»				
Solde au début de la période	4 229 710	1 793 \$	4 427 744	1 913 \$
Actions de catégorie «A» converties en actions de catégorie «B» (1)	(200)	(1)	(198 034)	(120)
Solde à la fin de la période	<u>4 229 510</u>	<u>1 792 \$</u>	<u>4 229 710</u>	<u>1 793 \$</u>
Actions à vote subalterne de catégorie «B»				
Solde au début de la période	29 172 482	175 629 \$	28 969 448	175 358 \$
Actions de catégorie «A» converties en actions de catégorie «B» (1)	200	1	198 034	120
Actions émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions (2)	-	-	5 000	151
Rachat et annulation d'actions (3)	(279 140)	(1 680)	-	-
Solde à la fin de la période	<u>28 893 542</u>	<u>173 950 \$</u>	<u>29 172 482</u>	<u>175 629 \$</u>
TOTAL DU CAPITAL-ACTIONS		<u>175 742 \$</u>		<u>177 422 \$</u>

(1) En 2009, la Société a converti 200 (2008 - 198 034) actions à vote plural de catégorie «A» en actions à vote subalterne de catégorie «B» à un taux moyen de 0,58 \$ (2008 - 0,61 \$) par action.

(2) En 2008, la Société a réalisé un coût fiscal se chiffrant à 4 \$ par suite d'opérations sur options d'achat d'actions. Le coût, qui a été porté au débit du capital-actions, n'est pas pris en compte dans la charge d'impôts de la période considérée.

(3) En mars 2009, la Société a déposé auprès de la Bourse de Toronto (TSX) une note d'information relative à une offre publique de rachat sur le marché, dans le cours normal des activités, en vue de leur annulation, d'actions à vote subalterne de catégorie «B». Conformément à l'approbation de la TSX, la Société est autorisée à racheter jusqu'à 1 458 624 actions à vote subalterne de catégorie «B» (représentant 5 % de ses actions à vote subalterne de catégorie «B» émises et en circulation à la date de l'offre) au cours de la période allant du 20 mars 2009 au 19 mars 2010, ou jusqu'à une date antérieure où l'offre sera terminée ou dénouée au gré de la Société. Toutes les actions que la Société rachètera en vertu de cette l'offre seront rachetées sur le marché, plus les frais de courtage, par l'entremise des facilités de la TSX, au cours du marché en vigueur au moment de la transaction. Les actions acquises dans le cadre de cette offre seront annulées. Conformément à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, la Société a racheté au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2009 un total de 279 140 actions à vote subalterne de catégorie «B» pour une contrepartie en espèces de 5 989 \$. L'excédent de la valeur de rachat des actions sur leur valeur comptable a été porté au débit des bénéfices non répartis à titre de primes sur rachat d'actions.

6. Rémunérations à base d'actions

Régimes d'options d'achat d'actions

La Société peut consentir des options pour l'achat d'actions à vote subalterne de catégorie «B» dans le cadre de différents régimes, au gré du conseil d'administration, à des cadres supérieurs et à certains employés clés. Le prix d'exercice correspond à la valeur de marché des titres à la date à laquelle les options sont accordées. Les droits associés aux options consenties sont acquis selon un calendrier progressif à raison de 25 % par année à compter du premier jour suivant la fin de la première année. Les options en cours expirent au plus tard en l'an 2014.

Le régime d'options d'achat d'actions de la Société se présente ainsi :

	Neuf mois terminés le 30 septembre 2009		Exercice terminé le 30 décembre 2008	
	Options	Prix d'exercice moyen pondéré	Options	Prix d'exercice moyen pondéré
Options en cours au début de la période	2 253 750	31,67 \$	2 308 750	31,92 \$
Options consenties	1 039 000	15,67	160 000	30,83
Options exercées	–	–	(5 000)	30,96
Options expirées	(506 750)	33,46	(51 000)	36,89
Options annulées	(269 500)	30,06	(159 000)	32,39
Options en cours à la fin de la période	<u>2 516 500</u>	<u>25,91 \$</u>	<u>2 253 750</u>	<u>31,67 \$</u>
Total des options pouvant être exercées à la fin de la période	<u>775 000</u>	<u>31,54 \$</u>	<u>1 048 500</u>	<u>32,35 \$</u>

Résumé des options en cours au 30 septembre 2009 :

Fourchette des prix d'exercice	Total des options en cours			Total des options pouvant être exercées	
	Options	Prix d'exercice moyen pondéré	Durée contractuelle moyenne pondérée restante	Options	Prix d'exercice moyen pondéré
15,67 \$ - 30,70 \$	1 166 500	19,61 \$	4,37	45 000	30,22 \$
30,96 \$ - 34,49 \$	1 350 000	31,35	2,54	730 000	31,62
	<u>2 516 500</u>	<u>25,91 \$</u>	<u>3,39</u>	<u>775 000</u>	<u>31,54 \$</u>

La charge de rémunération totale comptabilisée dans le résultat au titre des options d'achat d'actions des employés se chiffre à 987 \$ et 2 271 \$ pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2009 respectivement (2008 – 1 031 \$ et 3 479 \$ respectivement). Ce montant a été porté au crédit du surplus d'apport.

6. Rémunérations à base d'actions (suite)

Régime d'unités d'actions à achat différé à l'intention des administrateurs

La Société a un régime d'unités d'actions à achat différé en vertu duquel un administrateur externe de la Société peut demander, chaque année, que sa rémunération d'administrateur et ses jetons de présence aux réunions du conseil d'administration ou de ses comités lui soient versés sous la forme d'unités d'actions à achat différé. Un participant au régime peut également recevoir des dividendes équivalents sous la forme d'unités d'actions à achat différé. Au cours des trimestres terminés les 30 septembre 2009 et 2008, 3 369 et 2 294 unités d'actions à achat différé ont été émises respectivement au titre d'honoraires abandonnés et un montant de 89 \$ (2008 – 73 \$) a été passé en charges et porté au crédit du surplus d'apport. Au cours des trimestres terminés les 30 septembre 2009 et 2008, un nombre supplémentaire de 211 et 135 unités d'actions à achat différé ont été émises respectivement au titre de dividendes équivalents et 6 \$ (2008 – 4 \$) ont été portés au débit des bénéfices non répartis et au crédit du surplus d'apport. Au cours des neuf mois terminés les 30 septembre 2009 et 2008, 12 351 et 8 149 unités d'actions à achat différé ont été émises respectivement au titre d'honoraires abandonnés et un montant de 250 \$ (2008 – 247 \$) a été passé en charges et porté au crédit du surplus d'apport. Au cours des neuf mois terminés les 30 septembre 2009 et 2008, un nombre supplémentaire de 747 et 386 unités d'actions à achat différé ont été émises respectivement au titre de dividendes équivalents et 16 \$ (2008 – 12 \$) ont été portés au débit des bénéfices non répartis et au crédit du surplus d'apport. Au 30 septembre 2009, 53 318 unités d'actions à achat différé étaient en circulation et le surplus d'apport correspondant se chiffrait à 1 415 \$.

Régime d'unités d'actions à achat différé à l'intention des cadres dirigeants

La Société a un régime d'unités d'actions à achat différé en vertu duquel les cadres dirigeants de la Société peuvent demander, chaque année, qu'une partie de leur salaire annuel et de leur bonus payé leur soient versée sous la forme d'unités d'actions à achat différé. Le régime aidera les cadres dirigeants à atteindre des niveaux prescrits de participation en actions de la Société. Un participant au régime peut également recevoir des dividendes équivalents sous la forme d'unités d'actions à achat différé. Le nombre d'unités d'actions à achat différé que reçoit un cadre dirigeant est déterminé en divisant le montant du salaire et du bonus à lui être versés sous la forme d'unités d'actions à achat différé à cette date ou le montant des dividendes à lui être versés à la date du règlement (les «dates d'attribution») par la juste valeur de marché des actions à vote subalterne de catégorie «B» de la Société à la date d'attribution. La date d'attribution correspond au dernier jour ouvrable de chaque mois de l'exercice de la Société dans le cas d'un salaire, à la date à laquelle le bonus est versé, ou serait versé par ailleurs, au participant dans le cas d'un bonus et à la date à laquelle les dividendes sont payables dans le cas de dividendes. La juste valeur de marché des actions à vote subalterne de catégorie «B» de la Société correspond à la moyenne pondérée de leurs cours pour les cinq jours ouvrables précédant la date d'attribution. Lors de la cessation de service d'un cadre dirigeant, celui-ci peut recevoir, au gré du conseil d'administration, l'un ou l'autre des éléments suivants :

- a) un montant en espèces équivalent au résultat de la multiplication du nombre d'unités d'actions à achat différé crédité à son compte par la juste valeur de marché des actions à vote subalterne de catégorie «B» à la date à laquelle le cadre dirigeant produit un avis de demande de rachat;
- b) un nombre d'actions à vote subalterne de catégorie «B» correspondant au nombre d'unités d'actions à achat différé dans le compte du cadre dirigeant;
- c) une combinaison d'un montant en espèces et d'actions à vote subalterne de catégorie «B».

Au cours du deuxième trimestre terminé le 30 juin 2009, sur les 750 000 unités d'actions à achat différé dont l'émission était autorisée en vertu Régime d'unités d'actions à achat différé à l'intention des cadres dirigeants, 25 846 unités d'actions à achat différé ont été émises pour bonus payé et 401 \$ ont été portés au crédit du surplus d'apport. Au cours du troisième trimestre et de la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2009, 121 et 282 unités d'actions à achat différé ont été émises respectivement au titre de dividendes équivalents, et 3 \$ et 6 \$ ont été portés respectivement au débit des bénéfices non répartis et au crédit du surplus d'apport. Au 30 septembre 2009, 26 128 unités d'actions à achat différé étaient en circulation et le surplus d'apport correspondant se chiffrait à 407 \$.

7. Actions en circulation

Le tableau qui suit fait un rapprochement entre le nombre de base et le nombre dilué d'actions en circulation :

	Troisièmes trimestres terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Moyenne pondérée quotidienne du nombre d'actions à vote plural de catégorie «A» et d'actions à vote subalterne de catégorie «B»	33 179 322	33 397 627	33 297 385	33 397 337
Effet dilutif des options d'achat d'actions et des unités d'actions à achat différé	159 275	1 728	91 840	1 666
Moyenne pondérée du nombre dilué d'actions	33 338 597	33 399 355	33 389 225	33 399 003
Nombre d'options d'achat d'actions et d'unités d'actions à achat différé ayant un effet anti-dilutif, exclues du calcul du résultat dilué par action	1 515 659	2 245 315	1 515 659	2 245 315

8. Cumul des autres éléments du résultat étendu

Variations du cumul des autres éléments du résultat étendu pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2009 :

	Couvertures de flux de trésorerie	Écart de conversion cumulé	Total
Solde au 31 décembre 2008	– \$	83 139 \$	83 139 \$
Variation de la période	(189)	(27 128)	(27 317)
Solde au 31 mars 2009	(189)	56 011	55 822
Variation de la période	567	27 786	28 353
Solde au 30 juin 2009	378	83 797	84 175
Variation de la période	(257)	20 220	19 963
Solde au 30 septembre 2009	121 \$	104 017 \$	104 138 \$

8. Cumul des autres éléments du résultat étendu (suite)

Variations du cumul des autres éléments du résultat étendu pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2008 :

	Couvertures de flux de trésorerie	Écart de conversion cumulé	Total
Solde au 31 décembre 2007	– \$	106 871 \$	106 871 \$
Variation de la période	–	30 063	30 063
Solde au 31 mars 2008	–	136 934	136 934
Variation de la période	–	(2 226)	(2 226)
Solde au 30 juin 2008	–	134 708	134 708
Variation de la période	–	(41 232)	(41 232)
Solde au 30 septembre 2008	– \$	93 476 \$	93 476 \$

9. Régimes d'avantages sociaux des salariés

Les charges engagées en vertu des régimes d'avantages sociaux de la Société ont été les suivantes :

	Troisièmes trimestres terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Régimes de retraite à cotisations déterminées	329 \$	437 \$	1 124 \$	1 252 \$
Régimes de retraite à prestations déterminées	1 001	773	3 269	2 331
Régimes d'avantages complémentaires de retraite	195	190	585	580
Total	1 525 \$	1 400 \$	4 978 \$	4 163 \$

10. Amortissements

Les amortissements comprennent les éléments suivants :

	Troisièmes trimestres terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Amortissement – Immobilisations corporelles	7 203 \$	6 857 \$	20 287 \$	20 590 \$
Amortissement – Frais de développement reportés	3 786	3 439	9 546	9 712
Amortissement – Actifs incorporels	2 007	829	5 002	4 613
Total des amortissements inclus dans l'état consolidé des résultats	12 996	11 125	34 835	34 915
Moins : Amortissement lié aux activités de fabrication inclus dans le coût des produits vendus (note 1)	(5 664)	(5 152)	(15 513)	(15 649)
	7 332 \$	5 973 \$	19 322 \$	19 266 \$

11. État des flux de trésorerie

L'acquisition d'un actif à long terme en encourageant un passif ne se traduit pas par une sortie de fonds pour la Société tant que le passif n'est pas payé. À cet égard, l'état consolidé des flux de trésorerie ne tient pas compte des opérations sans effet sur la trésorerie suivantes :

	Troisièmes trimestres et neuf mois terminés les 30 septembre	
	2009	2008
Acquisition d'immobilisations corporelles financée par des crédateurs et charges à payer	419 \$	805 \$
Acquisition d'actifs incorporels financée par des crédateurs et charges à payer	(101) \$	126 \$

Variations nettes des soldes hors trésorerie liés à l'exploitation :

	Troisièmes trimestres terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Débiteurs	33 127 \$	50 344 \$	(23 760) \$	4 826 \$
Stocks	12 351	(53 399)	98 931	(61 871)
Frais payés d'avance	3 030	(570)	(643)	(710)
Créditeurs, charges à payer et autres passifs	(18 329)	(20 318)	(47 232)	3 297
Impôts sur les bénéfices	(2 747)	(6 789)	3 620	(4 651)
Total	27 432 \$	(30 732) \$	30 916 \$	(59 109) \$

11. État des flux de trésorerie (suite)

Détails de l'acquisition de sociétés :

	Troisièmes trimestres terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Acquisition de sociétés (note 2)	(7 677) \$	1 132 \$	(13 061) \$	(230 893) \$
Trésorerie acquise	–	–	–	5 043
	(7 677)	1 132	(13 061)	(225 850)
Solde de prix de vente à payer (payé)	220	(1 592)	(880)	7 308
	(7 457) \$	(460) \$	(13 941) \$	(218 542) \$

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les éléments suivants :

	30 sept. 2009	30 déc. 2008
Trésorerie	40 325 \$	15 408 \$
Placements à court terme	15 820	1 558
Trésorerie et équivalents de trésorerie	56 145 \$	16 966 \$

Information supplémentaire :

	Troisièmes trimestres terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Intérêts versés	7 001 \$	7 583 \$	20 316 \$	15 280 \$
Impôts sur les bénéfices payés	5 765 \$	9 200 \$	17 903 \$	20 706 \$
Impôts sur les bénéfices recouverts	1 430 \$	416 \$	4 671 \$	888 \$

12. Informations sectorielles

Secteurs géographiques – origine des produits

	Troisièmes trimestres terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2009	2008	2009	2008
Canada	59 487 \$	65 022 \$	185 607 \$	202 758 \$
États-Unis	293 795	317 253	910 383	924 456
Europe	124 535	133 620	378 452	464 950
Autres pays	40 641	36 347	120 369	109 836
Total	518 458 \$	552 242 \$	1 594 811 \$	1 702 000 \$

12. Informations sectorielles (suite)

Secteurs d'activité

Troisièmes trimestres terminés les 30 septembre								
	Total		Produits de puériculture		Produits récréatifs		Mobilier de maison	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Total des produits	518 458 \$	552 242 \$	247 860 \$	263 155 \$	145 175 \$	163 186 \$	125 423 \$	125 901 \$
Coût des produits vendus (note 1)	389 718	420 382	175 526	181 795	111 404	126 195	102 788	112 392
Frais de vente, généraux et administratifs	74 173	79 393	37 486	38 861	27 585	30 119	9 102	10 413
Amortissements (note 1)	7 258	5 950	5 570	5 376	1 324	232	364	342
Frais de recherche et de développement	3 799	3 417	3 138	2 550	–	–	661	867
Frais de restructuration	14	(175)	14	(138)	–	–	–	(37)
Bénéfice d'exploitation	43 496	43 275	26 126 \$	34 711 \$	4 862 \$	6 640 \$	12 508 \$	1 924 \$
Intérêts	3 858	5 553						
Charges du siège social	5 677	7 036						
Impôts sur les bénéfices	3 731	3 478						
Bénéfice net	30 230 \$	27 208 \$						

Neuf mois terminés les 30 septembre								
	Total		Produits de puériculture		Produits récréatifs		Mobilier de maison	
	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Total des produits	1 594 811 \$	1 702 000 \$	746 493 \$	854 042 \$	505 696 \$	498 719 \$	342 622 \$	349 239 \$
Coût des produits vendus (note 1)	1 221 746	1 295 642	541 856	604 190	390 645	381 606	289 245	309 846
Frais de vente, généraux et administratifs	217 887	230 927	111 761	126 271	80 368	75 542	25 758	29 114
Amortissements (note 1)	19 220	19 202	14 303	14 897	3 835	2 869	1 082	1 436
Frais de recherche et de développement	8 847	8 638	6 916	6 236	–	–	1 931	2 402
Frais de restructuration	86	1 450	86	1 434	–	–	–	16
Bénéfice d'exploitation	127 025	146 141	71 571 \$	101 014 \$	30 848 \$	38 702 \$	24 606 \$	6 425 \$
Intérêts	12 515	16 112						
Charges du siège social	17 168	17 576						
Impôts sur les bénéfices	14 319	18 765						
Bénéfice net	83 023 \$	93 688 \$						

Évolution des écarts d'acquisition par secteurs d'activité :

	Total		Produits de puériculture		Produits récréatifs		Mobilier de maison	
	30 sept. 2009	30 déc. 2008	30 sept. 2009	30 déc. 2008	30 sept. 2009	30 déc. 2008	30 sept. 2009	30 déc. 2008
Solde au début de la période	540 187 \$	525 235 \$	343 155 \$	350 848 \$	165 860 \$	143 215 \$	31 172 \$	31 172 \$
Acquisitions (note 2)	5 400	23 611	4 860	966	540	22 645	–	–
Change	7 944	(8 659)	7 944	(8 659)	–	–	–	–
Solde à la fin de la période	553 531 \$	540 187 \$	355 959 \$	343 155 \$	166 400 \$	165 860 \$	31 172 \$	31 172 \$

13. Événement postérieur à la date du bilan

Le 1^{er} octobre 2009, la Société a acquis certains actifs de Hot Wheels and Circle Bikes, société située au Royaume-Uni et distributeur britannique réputé des marques Mongoose et GT, pour un montant de 7 800 \$ (4 891 GBP). Dans le cadre du contrat d'acquisition, une contrepartie supplémentaire est conditionnelle à un prix variable convenu, fondé principalement sur les résultats futurs de l'entreprise acquise jusqu'à l'exercice se terminant le 30 décembre 2012, lequel prix n'a pas encore été finalisé. La Société procède actuellement à la répartition du coût de cette acquisition entre les actifs nets acquis. La répartition du coût de l'acquisition comprendra une estimation de la contrepartie conditionnelle, et cette estimation sera comptabilisée comme un passif financier. Pour chaque exercice subséquent jusqu'à ce que la contrepartie conditionnelle soit dénouée en 2012, l'ajustement du passif financier sera comptabilisé comme un élément supplémentaire du coût d'acquisition et sera porté en augmentation de l'écart d'acquisition.